

Jacques Olivier: publicité.

## Olivier lance la «loterie» fédérale au milieu des contestations judiciaires

(D'après CP) — Une guérilla politique et judiciaire a éclaté hier autour des loteries sportives. Défiant son adversaire qui contestait hier matin son action à la fois en Cour supérieure et en Cour fédérale, Ottawa a lancé au même moment ses « paris sportifs » et mis en vente trois millions de billets de loterie à la grande du pays.

Le juge Charles Gonthier, de la Cour supérieure, entendait depuis quelques heures hier matin les ar-

guments des deux grandes ligues de baseball majeur lorsque le ministre fédéral du Conditionnement physique et du Sport amateur, M. Jacques Olivier, lançait avec fracas à Montréal les nouveaux jeux de hasard proposés par Ottawa sous le nom « Paris sportifs ».

Ottawa tenait des opérations publicitaires pareilles en même temps à Toronto et à Calgary. Depuis plusieurs semaines, les présidents des Ligue américaine et Ligue nationale

de baseball, respectivement MM. Robert Brown et Charles Feeney, avaient inscrit, avec 15 clubs de baseball professionnel, une requête en injonction visant à empêcher Ottawa de lancer sa loterie.

La loi sur les paris sportifs, adoptée par la Chambre des Communes le 29 juin dernier, confiait à une créature de la Couronne, la Société canadienne des paris sportifs, l'exploitation de nouvelles loteries dont les profits doivent aider à financer au

premier chef les Jeux olympiques d'hiver de Calgary, en 1988, puis divers programmes fédéraux de conditionnement physique, de sport amateur, « d'art et de culture ».

Les dirigeants des ligues de baseball contestent cette offensive, car, ont-ils fait valoir hier en cour, voilà qui va ternir l'image « familiale » de leur sport.

Hier matin, le gouvernement du Québec, ceux des neuf autres provin-

Voir page 10: Olivier

## Maniwaki: toute la ville manifeste; Duhaime est prêt à discuter

MANIWAKI (PC) — Écoliers, commerçants et fonctionnaires ont pris congé hier à Maniwaki. Plusieurs établissements et commerces ont fermé leurs portes pour permettre aux citoyens de cette ville de participer à une manifestation contre la décision récente de Québec d'implanter une usine de panneaux d'aggloméré à Mont-Laurier plutôt qu'à Maniwaki.

Le maire de Maniwaki, M. Robert Gendron, s'adressant à une foule d'environ 1,800 personnes réunies au centre sportif municipal, a déclaré: « Alors que le 1<sup>er</sup> mai est la journée internationale des travailleurs, à Maniwaki, il n'y a même pas de travail ». Des représentants des étudiants et le directeur de la polyvalente locale ont également pris la parole devant les protestataires, à qui ils ont accordé leur appui.

Les cloches de toutes les églises de la région avaient sonné de 8 h à 8 h 30 pour rappeler cette manifestation à la population.

À leur sortie du centre sportif, les manifestants ont défilé sur la route 105 jusqu'à Grand-Remous pour bloquer la route de Mont-Laurier.

Il y a deux semaines, le ministre

Voir page 10: Maniwaki

## Le dernier sondage a l'effet d'une bombe dans la capitale

BERNARD DESCÔTEAUX et PIERRE O'NEILL

OTTAWA — Scepticisme chez les conservateurs et satisfaction teintée de prudence chez les libéraux, tels étaient les sentiments qui prévalaient hier à l'égard du dernier sondage Gallup.

À sa manière, le sondage n'en a pas moins eu l'effet d'une bombe sur la colline parlementaire fédérale. Par exemple, le grand stratège libé-

ral, le sénateur Keith Davey, disait à peine y croire. « Si c'est vrai, je suis emballé. Avec cela, la course au leadership devient une toute autre affaire », a-t-il dit.

Selon ce sondage réalisé entre le 29 et le 31 mars, le Parti libéral retrouve pour la première fois depuis presque trois ans la première position dans la faveur populaire. Qui plus est, cette formation politique aurait six points d'avance sur le Parti conservateur de M. Brian Mulroney

Voir page 10: Sondage

## Bourassa: pas question d'alliance avec Mulroney

PIERRE O'NEILL

Il y a au moins un an que M. Robert Bourassa n'a pas rencontré M. Brian Mulroney.

L'ancien premier ministre du Québec réagissait ainsi à la déclaration que M. Mulroney avait faite, la veille devant des partisans du West-Island, à l'effet que le Parti conservateur et le Parti libéral du Québec entendaient unir leurs forces contre les libéraux fédéraux en vue des prochai-

nes élections fédérales. M. Mulroney ajoutait qu'il avait discuté l'affaire avec M. Bourassa.

Mais de la mise au point que M. Bourassa a communiquée hier au DEVOIR, il ressort clairement qu'il n'est pas question que les libéraux provinciaux et les conservateurs forment une alliance contre les libéraux fédéraux. M. Bourassa ne se rappelle pas avoir évoqué cette possibilité avec M. Mulroney.

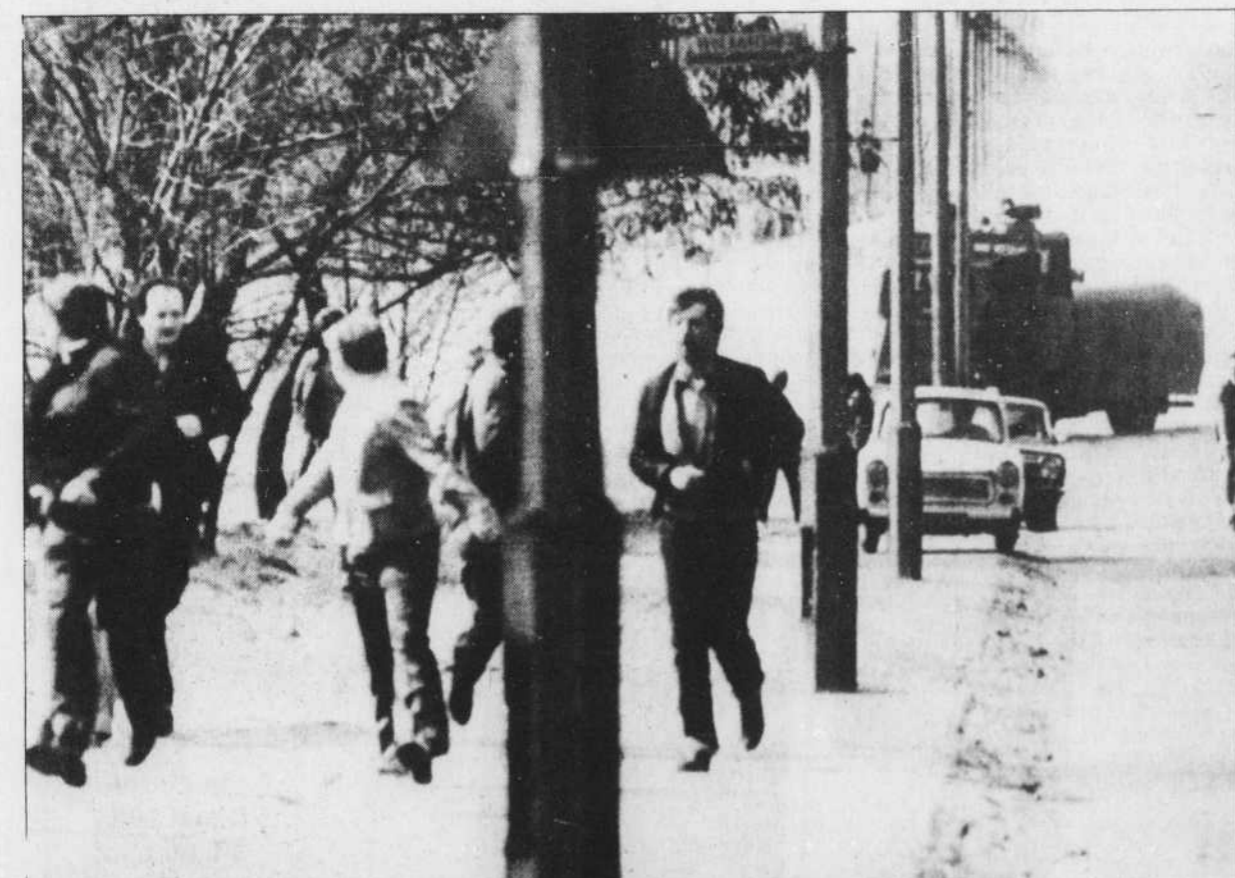
Ceci dit, M. Bourassa admet qu'il

Voir page 10: Bourassa



À Montréal, hier, le chef conservateur, M. Brian Mulroney, a dû répondre à la fois aux questions sur le dernier sondage mensuel de Gallup, en même temps qu'aux réactions suscitées par ses propos de la veille sur une éventuelle alliance avec les libéraux provinciaux de Robert Bourassa. (Photolaser CP)

## Le 1er mai de Solidarité est gâché par l'intervention des «zomos» à Gdansk



Les membres du mouvement Solidarité qui ont participé hier à Varsovie à leur propre défilé du 1<sup>er</sup> mai ont été dispersés par les policiers qui ont utilisé les canons à eau. (Photolaser AP)

VARSOVIE (Reuter, AFP) — La police polonaise a fait usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau contre des dizaines de milliers de manifestants mobilisés par Solidarité à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai à Varsovie et à Gdansk.

À Wrocław, des sympathisants de Solidarité ont distribué des tracts exhortant la population à participer aux défilés « parallèles » au beau milieu d'un défilé officiel.

À Szczecin, des membres de la brigade anti-émeute, les zomos, ont chargé à la matraque et au canon à eau les quelque 10,000 manifestants qui empruntaient le même itinéraire que celui du défilé officiel qui venait de prendre fin.

Des dizaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel des clandestins dans les villes-bastion de Solidarité, Varsovie et Gdansk notamment, malgré les avertissements répétés des autorités, qui avaient littéralement placé en état de siège certains quartiers des villes en question.

À Gdansk, environ 2,000 personnes qui sortaient de la messe célébrée en l'église de Sainte-Brigitte, ont pris la direction des chantiers navals, devant lesquels s'élève le monument dédié aux victimes des émeutes de 1970.

Une deuxième marche, dirigée par M. Lech Walesa, chef du syndicat interdit qui a vu le jour à Gdansk, s'est dirigée vers la tribune officielle où les responsables de la

section locale du Parti ouvrier unifié polonais assistaient au défilé officiel du 1<sup>er</sup> mai.

À la tête de 2,000 manifestants scandant « Solidarité vivra », M. Walesa est passé devant la tribune du défilé officiel en faisant le « V » de la victoire, signe de ralliement du syndicat dissous.

Aux environs immédiats de l'ancien siège de Solidarité à Gdansk, plusieurs milliers de manifestants, des jeunes pour la plupart, ont longtemps résisté aux charges musclées des zomos et ont répondu par des jets de pierre à la pluie de grenades lacrymogènes qu'ils recevaient.

Selon des témoins, des manifestants ont été blessés et la police a procédé à des arrestations.

Les manifestations à Gdansk, regroupant de 10,000 à 15,000 participants, ont duré plusieurs heures, notamment devant le domicile de M. Walesa où un drapeau polonais à l'emblème de Solidarité avait été accroché au balcon de l'appartement du prix Nobel.

« C'est le premier mai le plus réussi de ma vie et un très grand succès pour Solidarité », a déclaré M. Walesa à son retour à son domicile, encerclé toute la journée par les unités anti-émeutes.

À Varsovie, les contre-manifestations se sont déroulées pratiquement conformément aux mots d'ordre de la direction clandestine de Solidarité (TKK). Le matin, les protestataires

Voir page 10: Le 1<sup>er</sup> mai

### AU SOMMAIRE

#### Le dollar perd encore 43/100

— page 11

#### Un projet «gênant»

Mme Phyllis Lambert, née Bronfman, architecte de réputation internationale et présidente du Centre canadien d'architecture, ne souscrit pas au projet d'aménagement de la société Cadillac-Fairview dans le centre-ville. Mme Lambert avoue que le projet la « gêne » un peu puisqu'elle est l'un des associés de Cemp Investments qui contrôle... Cadillac-Fairview. Page 3

#### Saisie d'armes à Londres

La police britannique a mis la main sur des armes et des munitions dans l'ancien « Bureau du peuple » libyen à Londres. Elle croit tenir la preuve que des coups de feu ont été tirés de l'intérieur. Page 4.

#### Pour le gel de la tâche des enseignants

Le Conseil supérieur de l'Éducation recommande au ministre Yves Bérubé de geler la tâche des enseignants du primaire et du secondaire. De son côté, M. Claude Ryan a appuyé les suggestions du CSE qu'il juge opportunes et bienfaites dans le conflit actuel. Page 5

#### Les problèmes de Bombardier

La production de locomotives pour train de marchandises fait l'objet d'une réévaluation fondamentale chez Bombardier, qui est à la recherche de marchés et de technologie. L'usine de la rue Dickson ne fermera pas, parce qu'on y construit aussi des locomotives LRC; mais l'usine qui peut construire 10 locomotives de fret par mois n'a pas qu'une commande de 15 locomotives à remplir, de sorte que le nombre des employés diminue; ils étaient 650 à la mi-avril, ils ne seront plus que 400 à la fin de juin. Page 11

CADEAUX de COMMUNION

Desmarais & Robitaille

845-3194  
60 ouest, rue Notre-Dame

### ENFIN PARU

## Dictionnaire des médicaments de A à Z

de Dr Serge Mongeau et Marie Claude Roy, pharmacienne

Pour la première fois au Québec, voici un répertoire complet des médicaments, qui constitue un guide précieux pour le consommateur. C'est un ouvrage critique, un livre de référence à la portée de tous, écrit dans un langage clair, et qui devrait avoir sa place dans tous les foyers. Des renseignements sur plus de 1000 médicaments prescrits ou en vente libre. Pour chaque médicament: son usage — comment le prendre — ses contre-indications — ses effets secondaires — les précautions qui s'imposent — les alternatives — jugement global. Les auteurs, le Dr Serge Mongeau (diplômé en médecine) et Marie Claude Roy, pharmacienne, ont consulté de multiples documents pour ce travail qui leur a demandé plus de deux ans de recherche.

**UN LIVRE INDISPENSABLE POUR CHAQUE FOYER.**

14,95\$ broché — 18,95\$ relié — 526 pages

EN VENTE DANS LES BONNES LIBRAIRIES

### QUÉBEC AMÉRIQUE

450 Sherbrooke est. Bureau 390  
Montréal H2L 1J8

Commandes téléphoniques acceptées  
(514) 288-2371

**SUITES DE LA PREMIERE PAGE**

**◆ Sondage**

quant aux intentions de vote des électeurs canadiens. Ces résultats pour le moins étonnants sont les suivants: Parti libéral: 46%; Parti conservateur: 40%; Nouveau parti démocratique: 13%; autres: 2%.

Comparativement au sondage Gallup précédemment réalisé au début de mars, les libéraux réalisent une remontée de 14 points alors que les conservateurs enregistrent une chute de 14 points et que les néo-démocrates augmentent de deux points. Ces chiffres sont obtenus après répartition de 26% d'indécis.

Selon Gallup, ce revirement de situation se constate à travers tout le pays. Au Québec, les libéraux auraient l'appui de trois électeurs sur cinq et de un sur deux en Ontario. Dans l'Ouest, ils talonneraient de près les conservateurs.

La maison de sondage a elle-même été renversée de l'ampleur du revirement. Clara Hutton a indiqué que toutes les données recueillies avaient été vérifiées. Théoriquement, ce pourrait être le sondage sur 20 qui déborde la marge d'erreur de quatre points, a-t-elle soumis en se disant convaincue toutefois de la validité des résultats.

Le Parti libéral est en lente remontée depuis quelques mois, ce que personne ne conteste. Selon Gallup, cette remontée a commencé à la fin septembre alors que les électeurs lui accordaient 26% d'intentions de vote, soit trois points de plus qu'au début septembre. En février, ce parti atteignait 36% des intentions de vote pour, au début mars, retomber à 32%. Les conservateurs obtenaient alors 54%.

L'étonnement manifesté hier provient du fait qu'après cette chute de quatre points au dernier sondage, les libéraux réalisent un bond spectaculaire de 14 points. Un spécialiste en matière de sondage consulté par LE DEVOIR estime que ce bond peut s'expliquer par une certaine distorsion intervenue au sondage du début mars. Cette distorsion viendrait du nombre anormalement élevé d'indécis au début mars, soit sept points de plus que le mois précédent. Cette augmentation des indécis était strictement aux dépens des libéraux et des néo-démocrates. Les conservateurs demeuraient stables, mais la répartition du vote des indécis gonflait leur force réelle.

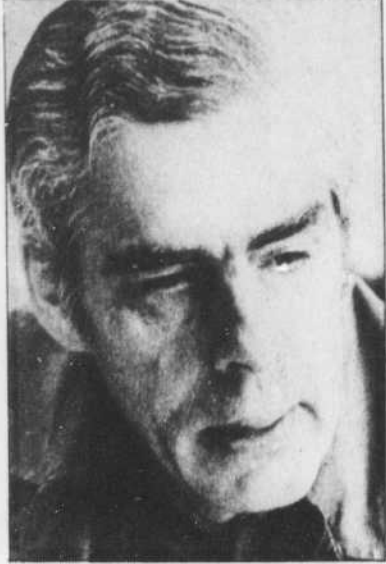
Cette explication plaît bien aux libéraux comme le ministre André Ouellet. Celui-ci soutient que le départ du premier ministre Trudeau le 29 février, deux jours avant que ne soit réalisé le sondage du début mars avait alors amené un nombre anormalement élevé d'indécis. Le sondage de cette semaine rétablit la situation.

Partisan de la candidature de John Turner, M. Ouellet voit dans le retour de celui-ci un facteur expliquant la remontée de son parti. Notons que M. Turner, qui était à Québec hier, a refusé totalement de faire des commentaires sur les sondages. Il s'en tient à son engagement de ne jamais commenter, que les résultats soient positifs ou négatifs.

Conférencier au congrès de l'Association américaine des éditeurs de journaux, à Montréal, le chef du Parti conservateur a été invité à commenter les résultats du sondage Gallup. M. Mulroney s'est dit convaincu que les pourcentages évoqués ne reflètent pas la réalité politique du pays. Il croit que les prochains sondages viendront corriger le portrait déformé que projette la dernière enquête d'opinion réalisée par Gallup auprès de l'électorat canadien.

Ce qui apparaît cocasse à M. Mulroney, c'est que les propres sondages du Parti conservateur ont conduit à des résultats tout à fait différents, qui confirment la montée du parti et annoncent la dégringolade des libéraux de M. Trudeau. Il note également que le sondage Gallup contredit les succès de salles et les manifestations de popularité que le Parti conservateur n'a pas cessé d'enregistrer depuis quelques mois.

Quoi qu'il en soit, M. Mulroney indique qu'il ne lie pas la santé de son



Vincent Lemieux: renversement étonnant.

leadership et de son action politique aux résultats des sondages. A cet égard, il rappelle que les sondages lui ont toujours inspiré la même réaction: « Je ne me suis jamais excité quand les sondages étaient à la hausse et je n'ai jamais été déçu quand ils étaient à la baisse ».

Il y a une chose dont Brian Mulroney est fortement convaincu, c'est que les libéraux sont en « déconfiture » à travers le pays et que quiconque ne le voit pas est aveugle. « Il ne fait pas de doute que l'action politique du Parti conservateur connaît un succès impressionnant à travers les pays ».

C'est précisément parce qu'il ne croit pas au sondage que vient de publier Gallup que le chef du Parti conservateur a l'intention de ne pas changer un iota de son style ou de la stratégie du parti. Mieux encore, Brian Mulroney souhaite que les libéraux se laissent attirer par le leur et succombent à la tentation de déclencher des élections générales anticipées. « C'est la meilleure chose qui pourrait nous arriver ».

Le professeur Vincent Lemieux de l'université Laval est pour sa part étonné de ce renversement et souligne la fluidité de la situation politique canadienne. Il s'agit de voir maintenant si cette remontée va durer, ce que montrera un prochain sondage.

M. Lemieux est particulièrement frappé par la remontée des libéraux dans l'Ouest. Il faut prendre avec réserves cette remontée compte tenu de la petitesse des échantillons régionaux de Gallup, mais il croit que dans cette partie du pays le départ de Pierre Trudeau a pu avoir un impact réel d'autant plus que les candidats John Turner et Jean Chrétien y sont très bien accueillis.

Le sondeur Claude Gauthier, de la firme montréalaise CRP, est lui aussi étonné. Les sondages de sa maison montrent un regain libéral mais pas de cette ampleur. Notons qu'il vient de terminer la cueillette des données pour un sondage dont les résultats paraîtront d'ici trois semaines. Comme M. Lemieux, il s'interroge sur les motifs du renversement enregistré par Gallup alors que le parti est sans chef. Si le nouveau chef avait déjà été choisi, il comprendrait mieux.

Le sondeur libéral Martin Goldfarb a indiqué de son côté que les données de Gallup allaient dans le même sens que celles qu'il a recueillies à peu près à la même époque. Selon lui, de tels résultats, relançant sérieusement la possibilité d'élections d'être pour profiter de la tendance.

Les candidats-ministres John Roberts et Don Johnston sont aussi enthousiastes, mais ils refusent de s'arrêter aux chiffres. Ce qui compte, c'est la tendance et il faudra voir ce qui arrivera au cours des prochains mois.

Selon M. Roberts, la faveur populaire dont jouissent les libéraux s'explique sûrement en partie par la reprise économique et aussi par la course au leadership. Pour Jean Chrétien, la course au leadership a certainement influencé ces résultats. Il constate cependant avec plaisir qu'il au sondage précédent où la cote libérale avait baissé, seul John Turner était vu comme successeur à Pierre Trudeau.

Le directeur de l'organisation du NDP, M. Gerald Caplan, se disait lui aussi très surpris. « Je n'y crois pas deux secondes », a-t-il déclaré. Peut-être ont-ils mêlé les noms des partis, a-t-il dit à la blague.

Pour qu'il soit bien compris qu'il n'est pas question que le PLQ et le PC participent à une action électorale conjointe, M. Bourassa a réitéré son intention de « respecter, comme chef du parti, la tradition de neutralité établie au sein du PLQ depuis plus de 20 ans ».

L'alliance électorale conservateurs-libéraux évoquée par M. Mulroney n'a pas pris de temps à susciter des réactions des militants libéraux qui ont, tout au cours de la journée d'hier, noyé le secrétariat d'appels téléphoniques. Pour sa part, le leader parlementaire de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, M. Michel Graton, a déclaré qu'il ne savait rien d'une éventuelle stratégie entre le PC et le PLQ.

En constatant qu'il venait peut-être de commettre un impair, M. Mulroney a profité de sa participation au congrès de l'Association américaine des éditeurs de journaux pour faire marche arrière et atténuer les propos de la veille. Il a précisé qu'il voulait simplement rappeler que le Parti conservateur est ouvert à tout le monde, à tous ceux qui veulent combattre les libéraux fédéraux et que dans cette optique, il avait voulu inviter plus spécialement les militants du Parti libéral du Québec.

**◆ Le 1er mai**

se sont rassemblés dans les églises de la vieille ville pourtant interdite d'accès à la circulation, encerclée et patrouillée par des milliers de zomos.

Des groupes de plusieurs centaines de manifestants ont réussi pendant plus d'une heure à organiser des défilés sporadiques, immédiatement chargés et dispersés par la milice, mais qui se reconstituaient un quart d'heure plus tard.

Dans le même temps, plusieurs quartiers de la capitale étaient le théâtre de charges similaires à la sortie des églises, notamment à la paroisse Saint-Stanislas des aciéries de Varsovie où 10,000 fidèles ont été dispersés par les zomos à la sortie de l'office.

En début d'après-midi, un nouveau cortège de 2,000 manifestants a été chargé par les zomos qui ont poursuivi les protestataires dans les cours et les allées de la cité ouvrière toute proche. Une partie de cache-cache s'en est suivie pendant une demi-heure, sous les yeux goguenards et les applaudissements des habitants de la cité à leurs fenêtres.

Des contre-manifestations regroupant plusieurs milliers de protestataires, elles-aussi réprimées par les charges de zomos, se sont également produites dans le port de Szczecin (nord), à Czestochowa (sud).

Plusieurs journalistes occidentaux ont été interpellés et gardés à vue plusieurs heures, leurs notes et leurs pellicules photographiques étant confisquées.

Au cours d'une conférence de presse impromptue, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a reconnu que des troubles s'étaient produits à Varsovie, Czestochowa, Gdansk et Elblag, dans le nord du pays. Mais il a affirmé que les appels au boycott des cérémonies officielles lancés par la TKK avaient été « un fiasco ».

L'année dernière, 43,000 contre-manifestants avaient été recensés dans 35 villes, a-t-il dit, ajoutant que cette année « le nombre de manifestants n'a pas dépassé les 8,000, dans un nombre limité de localités ». Le porte-parole du gouvernement n'a pas précisé le nombre d'interpellations.

M. Urban a affirmé que les cérémonies officielles avaient regroupé « huit millions de personnes dans tout le pays » (sur 36 millions de Polonais) dont des centaines de milliers à Varsovie, où le défilé officiel, très protégé par les forces de l'ordre, a duré près de cinq heures, regroupant, selon les observateurs, plus de participants qu'en 1983.

**◆ Bourassa**

entretient depuis toujours de cordiales relations avec M. Mulroney et qu'il se propose même de le rencontrer « à court terme ». A ce propos, les négociations se poursuivent entre les collaborateurs du leader conservateur et ceux du chef du PLQ. Un membre de l'entourage de M. Bourassa a indiqué hier que ces entretiens auront probablement lieu d'ici « quelques semaines ».

Ce genre de rencontre, dans l'esprit de M. Bourassa, ne doit pas être perçu autrement que dans le désir d'échanger avec tous les leaders politiques qui souhaitent réfléchir sur les possibilités d'améliorer le sort du Québec et des Québécois. C'est dans cette perspective qu'il a également accepté de recevoir M. John Turner et de rencontrer les autres aspirants au leadership.

bec à l'appuyer lors de la prochaine campagne électorale fédérale. « Je suis émerveillé de voir jusqu'à quel point, il y a une réponse extraordinaire à cet appel ».

Devant les militants conservateurs du West-Island, M. Mulroney avait déclaré qu'il avait discuté avec M. Bourassa de « certaines possibilités » d'en venir à une entente d'ici les prochaines élections. « Chrétien, Ouellet et Lalonde ont abusé de Robert Bourassa, alors qu'ils passaient leur temps à le qualifier de mangeur de hot dogs et d'insignifiant. Moi, je peux dire que Robert Bourassa est un honorable monsieur et qu'ils vont regretter d'en avoir abusé. Nous allons nous joindre, libéraux provinciaux et conservateurs à travers le Québec et nous allons bâtir une toute nouvelle force ».

L'incartade de M. Mulroney a retenu l'attention du candidat au leadership John Turner, qui a également tenu à rappeler l'amitié qui le lie à M. Robert Bourassa. Il a rappelé qu'il avait récemment dégusté un excellent café chez M. Bourassa et que lors de cette visite, il s'était engagé à collaborer à son action assistit qu'il sera redevenu premier ministre du Québec.

Pendant ce temps, le ministre

**300,000 Canadiens sont atteints de la maladie mortelle d'Alzheimer**

VANCOUVER (PC) — La maladie est mortelle, elle demeure jusqu'à présent incurable et certains estiment que jusqu'à 300,000 Canadiens en souffrent.

Quelque 10,000 personnes pourraient y succomber, cette année, alors même qu'une armée de chercheurs tenteront d'en découvrir l'origine.

La maladie est, en importance, la quatrième cause de mortalité en Amérique du Nord. Ce n'est malgré tout que depuis quelques années seulement qu'elle retient l'attention.

Longtemps le mal s'est vu affubler d'une multitude de noms vagues et non descriptifs. Les cliniciens parlaient tout simplement de sénilité. La population ordinaire parlait pour sa part de « vieil âge ».

De nos jours, on parle de la maladie d'Alzheimer. Malgré que les équipes de recherche se soient multipliées en Amérique du Nord et que des douzaines de théories aient été mises de l'avant quant aux origines de la maladie, personne ne semble pouvoir en pointer les causes du doigt.

« Partout, on recherche la cause de la maladie et une cure. Malheureusement, personne n'a encore atteint ces objectifs », affirme un porte-parole de la Société Alzheimer de Toronto. Créé il y a six ans, cet organisme étend aujourd'hui ses ramifications dans presque toutes les grandes villes du Canada.

« La maladie d'Alzheimer était — est, si vous préférez — un état qui affligeait les personnes âgées. C'est de moins ce que l'on croyait. C'est absolument faux ».

La société torontoise croit que 300,000 Canadiens en sont atteints. Le Collège des omnipraticiens du Canada, pour sa part, situe le nombre des victimes entre 100,000 et 300,000. Ce dernier organisme décrit la maladie comme « un déclin progressif des facultés cognitives ».

Frappée de la maladie, la victime commence en premier lieu à subir des absences de mémoire, sa pensée devient incohérente et ses agisse-

ments sont erratiques. Elle peut en oublier son nom et son adresse. Elle devient agressive et paranoïaque, soupçonnant soudainement son entourage. Elle peut devenir incapable de remplir un formulaire de chèque ou de voyager seule en autobus.

Enfin, la mémoire du malade sera presque entièrement oblitérée et elle sera incapable d'apprendre quoi que ce soit. Il doit alors être soumis à des soins constants, généralement en institution. La mort est généralement provoquée par les complications qui frappent les grabataires. La cause la plus répandue de mortalité est alors la pneumonie.

Le Dr Burton Reifler, qui dirige une clinique sur la maladie d'Alzheimer, à l'Université d'Etat de Washington, à Seattle, rappelle que c'est en 1907 qu'un pathologiste allemand, du nom d'Alois Alzheimer, a réalisé une recherche parmi des patients d'âge moyen frappés de ce que l'on croyait alors de la sénilité. Après leur décès, il étudia leurs tissus cérébraux et y découvrit des altérations microscopiques.

Il crut que ces modifications du tissu cérébral étaient une manifestation du processus du vieillissement, et il en conclut que « la perte de mémoire est un aspect normal du vieillissement ».

Le Dr Reifler est en total désaccord avec cette conclusion, rappelant que « la majorité des personnes âgées possèdent une mémoire normale ».

Les chercheurs ont avancé de nombreuses théories quant aux origines de la maladie. Ils ont notamment mis de l'avant des troubles génétiques, immunologiques, biochimiques et viraux. Ils ont également observé une certaine similitude entre les manifestations de la maladie d'Alzheimer et le syndrome de Down, une forme congénitale de retard mental.

Le Dr Reifler, quant à lui, penche pour l'hypothèse qui retient le plus l'attention à l'heure actuelle. Certains croient que le mal est provoqué par une carence d'un produit chi-

mique déterminé, l'acétylcholine, un médiateur chimique permettant aux cellules cérébrales de capter et de transmettre les ordres de l'organisme.

« De nombreuses études ont permis de découvrir que ce produit est déficient chez les malades d'Alzheimer. Il nous reste à déterminer de quelle façon nous pourrions pallier à cette carence ».

Le Dr Reifler, en étudiant plus de 1,100 malades depuis cinq ans, a également mis en évidence le fait qu'au moins le tiers de ces malades souffrent également de dépression.

« Cela ne signifie pas pour autant que toutes les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer sont également dépressives. Mais, pourquoi? C'est ce qu'il nous faut découvrir ».

Selon lui, la moitié de ceux qui sont atteints du mal souffrent également d'une autre maladie, que ce soit la dépression, des problèmes thyroïdiens ou un ensemble de plusieurs affections. S'il n'existe aucune cure connue pour la maladie d'Alzheimer, les maux afférents qui l'accompagnent peuvent être diagnostiqués et traités, « de là une amélioration sensible de l'état de certains patients que nous soignons ».

La maladie d'Alzheimer frappe sans discrimination. Elle atteint autant les hommes que les femmes, n'est pas plus répandue dans une classe socio-économique déterminée, non plus que dans certains métiers, certaines régions du monde ou certaines ethnies. Le mal ne progresse pas uniformément non plus. Certaines personnes en mourront huit ans après que le mal a été diagnostiqué tandis que d'autres survivront de 12 à 15 ans.

Les spécialistes espèrent qu'une percée sera réalisée avant peu dans ce domaine, sinon le Canada connaîtra une pénurie dramatique de lits pour les soins prolongés.

« La population gériatrique canadienne aura triplé d'ici l'an 2015, ce qui signifie qu'un million de patients atteints de la maladie d'Alzheimer seront alors à la recherche de soins ».

français de l'Agriculture, M. Michel Rocard, en visite au Canada, avait un nouvel accrochage avec M. Bourassa. Le chef du PLQ avait ouvert les hostilités, dimanche, en se disant satisfait de constater que M. Rocard avait enfin décidé de ne plus s'immiscer dans les affaires internes du Québec. M. Bourassa avait rappelé que M. Rocard avait pris position pour la souveraineté-association pendant la campagne référendaire de 1980.

Puis, M. Rocard a réagi une première fois lundi dernier, en alléguant que M. Bourassa était le premier responsable que sa prise de position de 1980 ait été rendue publique. Il a accusé M. Bourassa d'avoir, à l'époque, provoqué la fuite du document confidentiel qui résumait son point de vue sur la souveraineté-association. De passage à Ottawa, M. Rocard a réaffirmé qu'il n'avait jamais voulu s'immiscer dans les affaires internes du Canada et que M. Bourassa en fut le grand coupable, tout en soulignant toutefois que le jugement qu'il avait porté à l'époque sur la souveraineté-association n'était pas éternel.

Mais le chef du Parti libéral du Québec ne voit pas les choses de cette façon. M. Bourassa a déclaré hier au DEVOIR, qu'à son avis, M. Rocard a besoin de se faire rafraîchir la mémoire. Selon M. Bourassa, c'est l'ancien ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, qui avait éventé la mèche en déposant le document Rocard à l'Assemblée nationale. M. Bourassa rappelle en outre que Lévesque en avait parlé le premier dans une entrevue à la presse. Enfin, M. Bourassa dit que M. Rocard l'avait étonné à l'époque en alléguant que la souveraineté était indispensable pour protéger la religion catholique au Québec.

**◆ Olivier**

ces canadiennes et Loto-Québec ont déposé à leur tour en Cour supérieure des requêtes distinctes en injonction qui visent aussi à stopper le gouvernement fédéral.

Loto-Québec soutient qu'Ottawa copie ses formules. Les dix provinces canadiennes argumentent de leur côté que l'entente de 1979 signée par le gouvernement conservateur dirigé par M. Joe Clark a cédé aux provinces la compétence consistant à exploiter des loteries.

Les procureurs de la Société canadienne des paris sportifs répètent sans arrêt que le nouveau système de « paris » n'est en rien une « loterie ». Les « jeux » mis sur le marché hier dans 25,000 comptoirs à travers le pays ne laissent pas toute la place au hasard, font valoir les émissaires fédéraux. Ils font appel au jugement, exigent réflexion et connaissances.

Le billet qu'achète le parieur porte sur les résultats de 13 parties de baseball. Chacun reproduit, bien visiblement, les résultats de quatre parties, tandis que le score des neuf autres est dissimulé sous une mince pellicule opaque qu'il faut gratter pour connaître.

S'il est vrai qu'il faut beaucoup de perspicacité pour choisir son billet en fonction des scores qui sont visibles d'entrée de jeu, la pellicule à gratter cache tout de même une bonne part de hasard.

De son côté, le ministre Jacques Olivier prétend que l'entente fédérale-provinciale de 1979, dont il dit qu'il ne l'aurait guère signée, accordait aux provinces leurs chances au soleil des loteries sans pour autant les enlever à Ottawa.

Toujours est-il que le juge Gonthier a refusé d'entendre les neuf provinces anglaises qui voulaient

hier se joindre au Québec dans la course contre la montre. Aussi les provinces ont-elles décidé de présenter leurs doléances devant la Cour fédérale, à Montréal.

L'examen des autres requêtes en injonction destinées à interdire à Ottawa de vendre ses billets de pari se poursuit aujourd'hui devant le juge Gonthier.

Les trois millions de billets mis en vente hier visent les parties de baseball. Des systèmes similaires suivront quand commenceront respectivement la saison de la Ligue nationale de hockey et celle de la Ligue canadienne de football.

« Sport sélect baseball » offre un gros lot hebdomadaire d'un montant minimum de \$250,000. Les billets se vendent \$2 chacun. Il s'agit de prédire la fin des matches d'une semaine donnée. Les billets qu'on vient de mettre en marché valent pour les parties qui auront lieu entre le 22 et 27 mai. Une même personne a une chance sur 1.6 million de gagner le gros (presque neuf fois plus de chances qu'à la 6/49).

Les représentants de la Société canadienne des paris sportifs estiment que leurs jeux rapporteront de \$75 à \$80 millions par an. Ils engraisseront le fonds consolidé du pays. En contrepartie, Ottawa s'engage à verser \$200 millions pour le financement des Jeux olympiques.

Le ministre Olivier a déclaré hier que la bataille judiciaire que lui imposent les opposants au système des paris sportifs dans le domaine du baseball ne fait, au contraire, que mousser la publicité du projet fédéral. On verra.

**◆ Maniwaki**

de l'Énergie et des ressources, M. Yves Duhaime, a annoncé la construction à Mont-Laurier de l'usine de panneaux. À la même occasion, il faisait savoir que le gouvernement n'avait prévu aucun budget pour la réfection de la route reliant Maniwaki à Temiscaming.

La ville de Maniwaki, qui compte 5,400 habitants, est affligée d'un taux de chômage friolant les 50%, et les résidents affirment qu'ils ont besoin des 600 emplois qui seraient créés par l'usine de panneaux d'aggloméré, qu'on leur promet, soutiennent-ils, depuis 1981.

M. Gendron a précisé qu'il avait demandé que Maniwaki soit représentée lors de la rencontre qui doit avoir lieu lundi prochain entre les représentants du ministère provincial de l'Énergie et ceux de la société gouvernementale Rexfor, qui finance la nouvelle usine.

Les manifestants exigent en outre de rencontrer le ministre de l'Énergie, M. Yves Duhaime afin de lui faire part de leurs doléances au sujet de l'usine de panneaux et l'avenir de la route Maniwaki-Temiscaming.

La semaine dernière, un défilé formé d'une centaine d'automobiles avait quitté Maniwaki en direction de Grand-Remous, à huit kilomètres à l'heure. Rendus à destination, les manifestants avaient bloqué la route

de Mont-Laurier pendant une dizaine d'heures.

QUÉBEC (Gilles Lesage) — De son côté, le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. Duhaime, s'est dit disposé à discuter avec les protestataires de Maniwaki. « Non pas, précise M. Duhaime, sur la base des déclarations un peu échevelées que j'ai entendues jusqu'à présent, mais dans un climat un peu plus calme, plus serein et plus propice aussi à des décisions d'investissement à Maniwaki ».

Interpellé par le député libéral de Gatineau, M. Michel Graton, à l'Assemblée nationale, hier, le ministre estime qu'il n'y a pas de contradiction entre la décision d'établir une usine de contreplaqué à Mont-Laurier et un projet de développement forestier à Maniwaki. Ce n'est pas une décision politique, liée au fait que Maniwaki est représentée par un député de l'opposition, mais une décision, basée sur une analyse de rentabilité, prise conjointement par les frères Kunz d'Allemagne et la société d'Etat REXFOR.

Depuis plusieurs jours déjà, les citoyens de Maniwaki protestent contre le fait qu'un projet qui leur avait été promis s'implanterait plutôt à Mont-Laurier. Selon le ministre, depuis deux ans, il y a eu plus d'investissements dans la Haute-Gatineau qu'à Mont-Laurier, qui n'a pas été favorisée au détriment de Maniwaki. « Dans le cadre du programme de relance et de modernisation du secteur des pâtes et du papier, lance M. Duhaime, c'est à coup de centaines de millions que les investissements ont été faits dans la Gatineau et dans l'Outaouais ».

A l'invitation de M. Graton, le ministre s'est dit prêt à discuter de tout projet sérieux. « Rexfor, conclut M. Duhaime, est prête à entreprendre des discussions avec des partenaires sérieux sur les bases d'un projet qui est solide ».

**2 mai**  
par la PC et l'AP

- 1983: un tremblement de terre d'une intensité de 6.5 sur l'échelle Richter cause des dégâts évalués à \$50 millions en Californie.
- 1982: le croiseur argentin *Général Belgrano* est torpillé dans l'Atlantique Sud par des sous-marins britanniques.
- 1970: le maire Drapeau obtient les Jeux olympiques pour Montréal.
- 1967: le gouvernement travailliste de Harold Wilson décide de poser la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun.
- 1966 des incidents marquent la visite de l'ancien chancelier allemand Konrad Adenauer en Israël.
- 1959: l'Organisation afro-asiatique de coopération économique, réunie au Caire, décide d'exclure l'Union soviétique.
- 1945: Berlin se rend à l'armée soviétique.
- 1813: victoire de Napoléon sur les armées prussienne et russe à Lutzen en Allemagne.
- 1811: première édition du *Saint-John Courier*, au Nouveau-Brunswick.
- 1670: fondation de la Compagnie de la Baie d'Hudson.
- 1536: la reine d'Angleterre Anne Boleyn est envoyée à la tour de Londres, où elle sera décapitée.
- 115: sonnés un 2 mai: l'homme politique québécois Gérard L. Lévesque (1926); l'acteur et chanteur français Serge Reggiani (1922); le chanteur et acteur américain Bing Crosby (1904); la grande Catherine, impératrice de Russie (1729).

**AUJOURD'HUI**

- Le Conseil des sciences du Canada publiera son plus récent rapport intitulé *À l'école des sciences — La jeunesse canadienne face à son avenir*, à 10 h, au Théâtre national de la presse, rez-de-chaussée, 150, rue Wellington, à Ottawa.
- Le centre Nouvelles, situé au 230 est, rue Henri-Bourassa, offre un cours gratuit intitulé « Anti-gymnastique », à 19 h 30, 387-4383.
- Le groupe Auto-Psy invite toutes les personnes ayant ou non un passé psychiatrique à son café-rencontre à 19 h 30, aux Ateliers d'éducation populaire, 350, rue Beucher, 276-2290.
- Le CLSC Longueuil-Ouest organise une rencontre pour les mères qui commenceront bientôt à donner de la nourriture solide à leur bébé. Rendez-vous à 13 h 30 au 201 ouest, Curé-Poirier, 651-9830, poste 319.
- La Société d'horticulture et d'écologie du Nord de Montréal tient sa réunion mensuelle au Centre Sainte-Odie, 12055, rue Dépatie, à 20 h. Jean-Claude Vigor décrira un jardin où le potager est harmonieusement intégré au jardin de fleurs, où les fines herbes voisinent les arbres fruitiers. Entre 15 h 30 et 21 h, 331-7641.
- À 13 h 30, la Fondation culturelle Jean-de-Brébeuf offre la première de deux causeries sur le thème « Psychologie du vieillissement » avec Mme Catherine Simard, au pavillon Lalemant, 5625, rue De-celles, 342-1624.
- Monique Pasquall, du *World Interaction Learner Centre* d'Ottawa, a intitulé

- sa causerie « Les femmes du Tiers-Monde et les obstacles qu'elles rencontrent comme immigrantes dans un pays tel que le Canada ». Rendez-vous au YWCA, 1355 ouest, boul. Dorchester, à midi 15.
- Si vous avez des problèmes concernant le logement, le comité de soutien aux locataires du Comité logement Saint-Louis tient des rencontres d'information tous les mercredis à 14 h et reçoit vos appels tous les jours du lundi au vendredi de 13 h 30 à 17 h.
- M. Louis Saïa, auteur de pièces de théâtre, dont la pièce à grand succès *Broue*, parlera de sa vision du théâtre québécois, à 19 h 30 à la bibliothèque Reginald-J.-P. Dawson, 1967, boul. Graham, à Ville Mont-Royal, 342-1892.
- « La Tournée », rendez-vous pour les adeptes de la course à pied, aura lieu à midi 30, sur le campus du collège Marie-Victorin. Des distances de 1, 3, 5 et 10 km seront courues. Inscription: 325-0150, poste 224.
- Dans le cadre du Festival national du livre, le service de la bibliothèque municipale de Brossard vous invite à rencontrer l'écrivain Yves Beauchemin, à 20 h, à la bibliothèque municipale de Brossard, 3200, boul. Lapinière, 656-5960.
- Conférence du mouvement Eckankar intitulée « La connaissance de réalités supérieures par le rêve », à 20 h, au 1319 est, rue Sainte-Catherine, 521-6518.
- Collecte de sang de la Croix-Rouge à Joliette, sous-sol de la cathédrale, rue Saint-Charles Borromée, de 10 h à 20 h 30.



SPORTS

Le soccer en Amérique du Nord

Les neuf clubs de la LNAS repartent à l'assaut du marché

WASHINGTON (AFP) — La 18e saison de la Ligue nord-américaine de soccer (LNAS) commencera samedi prochain. Mais ils ne seront plus que neuf clubs à prendre le départ (contre 24 en 1980) et certains responsables se posent des questions sur l'avenir réel du soccer aux États-Unis.

Au début des années 70, quand Pelé — pourtant vieillissant — conduisait l'attaque du Cosmos de New York, la mode de ce sport universel battait son plein, au point que les amateurs se demandaient s'il n'allait pas réussir à supplanter le football américain et le baseball.

Il y a maintenant plus de deux millions de jeunes licenciés et une équipe des États-Unis participera aux Jeux olympiques avant de tenter de se qualifier pour la Coupe du

monde 1986. Mais, dans le même temps, les spectateurs ont déserté les tribunes et tous les clubs ont terminé la saison dernière avec un déficit budgétaire. Si bien que, pour la première fois de sa jeune histoire, la LNAS a mis sur pied un programme financier à long terme, de nature à inciter les clubs à vivre en fonction de leurs recettes. Premiers touchés: les joueurs, qui ont dû accepter d'importantes réductions de salaires (de l'ordre de \$ 1.3 millions pour l'ensemble des équipes).

Howard Samuels, président de la LNAS, a justement rappelé à ce propos: « C'était un sport de première division avec des revenus de championnat régional. La partie sportive était bien conçue, mais pas la partie financière. Nous avons tiré les leçons de nos fautes. »

Pourtant, il est un sport, dérivé directement du football, qui s'est très bien implanté aux États-Unis: le football en salle. Propriétaire des Sockers de San Diego, qui disputent les deux compétitions (en salle et en plein air), Bob Bell estime que les raisons de cet engouement sont simples.

« Le football en salle a été mieux vendu, donc mieux accepté par le public, dit-il. En outre, le football en plein air se bat actuellement pour retrouver sa crédibilité. »

Pour les amateurs, le football en salle, qui se joue sur des terrains aux dimensions de ceux de hockey sur glace, est plus rapide, plus spectaculaire et mieux vécu des tribunes proches. La LNAS (qui organise un championnat en plein air et un en salle) et la MISL (Major Indoor

Soccer League) se partagent le marché de la saison hivernale. La LNAS organisera 40 matches (au lieu de 32) l'hiver prochain alors qu'elle n'organisera cet été que 24 matches en plein air (contre 30 l'été dernier).

Howard Samuels reste cependant confiant: « Cela demandera peut-être encore cinq ans mais le football, c'est le sport universel, c'est les Jeux, c'est la Coupe du monde. »

Son homologue à la MISL, Earl Foreman, affirme de son côté: « L'avenir du football dans ce pays dépend à 80 pour cent du football en salle. Le monde entier aime le football en plein air. Pourquoi ne prend-il pas ici ? Les Américains n'en veulent pas. Ils aiment y jouer, ils n'aiment pas le regarder. »

Les chiffres semblent lui donner

raison. La moyenne de spectateurs l'an dernier fut de 13,257 en plein air (record de 1980: 14,455), tandis que la LNAS a attiré cet hiver 5,912 spectateurs par match en salle et la MISL, 8,841.

Enfin, depuis l'époque où la chaîne ABC retransmettait les matches du Cosmos de Pelé, aucun réseau de télévision n'a signé de contrat avec une ligue de soccer.

« Dans l'ensemble, affirme un porte-parole de CBS, le taux d'écoute du soccer est mauvais. »

En attendant des jours meilleurs, la LNAS et ses neuf clubs vont repartir à l'assaut du marché. Quatre équipes dans la division Est (le Cosmos, les Stings de Chicago, les Rowdies de Tampa Bay et le Blizzard de Toronto) et cinq dans la division Ouest (les Whitecaps de Vancouver,

les Earthquakes de Golden Bay, les Sockers de San Diego, les Strikers du Minnesota et les Roughnecks de Tulsa) tenteront de succéder à Tulsa, champion sortant.

Le Cosmos sera encore le favori. Le règlement impose cette année au moins cinq joueurs américains sur le terrain (contre 4 l'an dernier) et le club de New York possède les meilleurs éléments, en dépit du départ de Ricky Davis et de Giorgio Chinaglia. Autre modification notable: les demi-finales et la finale seront disputées au meilleur des trois matches.

Howard Samuels croit cependant en l'avenir: « La LNAS n'a pas de dettes. Et nous sommes actuellement en négociations avec cinq villes pour y installer de futures équipes », dit-il.

Ottawa tient à l'application de la loi sur le bilinguisme par les fédérations sportives

OTTAWA (PC) — Le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, M. Jacques Olivier, a vigoureusement réaffirmé hier aux Communes qu'il avait l'intention de prendre tous les moyens légaux pour faire respecter la loi sur le bilinguisme par les fédérations de sport amateur au Canada et de permettre aux athlètes de recevoir leur entraînement et des services dans leur langue maternelle.

Attaqué sévèrement par la conservatrice Jennifer Cossitt, qui l'accusé de pratiquer une certaine forme de chantage auprès des fédérations sportives qui omettraient de se conformer à la Loi sur les langues officielles adoptée en 1969, le ministre Olivier a répliqué sur le même ton.

« Ou je ne comprends pas, a-t-il lancé, ou il y a deux sortes de politiques à l'intérieur du Parti conservateur. Ou dans ce pays, les francophones et les anglophones ont le droit de recevoir les services dans leur langue, ou le parti d'en face est hypocrite. »

Pour le ministre, la situation est très simple. « Ce que l'on fait, a-t-il ajouté, c'est tout simplement de donner la chance à tous les athlètes canadiens, de Moncton en passant par Halifax jusqu'à Vancouver, de recevoir des services dans leur langue. »

Cette situation est très normale, selon M. Olivier, qui a rappelé à son interlocuteur et à la Chambre que le gouvernement fédéral accordait \$ 32 millions à 70 fédérations sportives, 15 associations de conditionnement

physique et à l'Association olympique canadienne, « de l'argent qui provient des taxes des contribuables et qui est distribué à ceux qui ont le droit de recevoir ces services dans leur langue maternelle. »

« Si vous êtes contre cela, a-t-il lancé à l'intention des conservateurs, prenez la parole et dites-le à la population. »

Dans sa question, Mme Cossitt faisait allusion à une lettre que le ministre Olivier a fait parvenir aux différentes fédérations sportives et dans laquelle il indiquait son intention de réviser un à un les programmes et chacune des demandes de subventions des toutes les organisations sportives en tenant compte de tous les facteurs, dont celui du bilinguisme.

Selon la députée conservatrice, il ne fait aucun doute que le ministre a pris en otage les fédérations sportives du Canada et mis en danger les programmes d'entraînement et la participation de certains athlètes amateurs aux Jeux olympiques de Los Angeles.

« Les dirigeants des fédérations sportives, a-t-elle dit, ont demandé à plusieurs reprises de rencontrer le ministre pour discuter de cette question et plusieurs autres sujets, mais il continue de faire la sourde oreille. »

Toutefois, le ministre Olivier n'a pas du tout l'intention de modifier ses directives et ses décisions.

« Tout ce que je demande à 22 des 70 fédérations qui ont leur siège social dans la région de la capitale, a-t-il confié au cours d'une entrevue téléphonique, c'est d'offrir des services en français lorsque 20 pour cent des athlètes qu'ils doivent servir sont des francophones. »



Pete Rose, des Expos, reçoit l'accolade de la mascotte des Phillies de Philadelphie, le Phillie Phanatic, à son retour au Stade des Vétérans. Rose a quitté les Phillies pour se joindre aux Expos, cette saison. (Photolaser AP)

Le Formule TAG quitte New York

NEW YORK (PC) — Un des plus grands catamarans de course au monde, le Formule TAG, a quitté hier le port de New York, à 13 h 55 pour une traversée de l'Atlantique vers Cape Lizard, en Angleterre.

Cette traversée fait partie de l'ensemble des essais auxquels on a soumis le Formule TAG en prévision de la course Transat-TAG Québec-St-Malo, qui partira de la Ville de Québec le 19 août 1984 vers Saint-Malo, en France.

Cette course transatlantique est unique tant par la valeur de ses prix que par le fait qu'il s'agisse de la seule course de ce genre à ce faire dans le sens ouest-est. De plus, l'étau fluviale du Saint-Laurent est une innovation sans précédent dans le domaine.

Depuis son lancement à Québec le 9 septembre 1983, le Formule TAG a navigué sur le Saint-Laurent ainsi que tout au long de la côte américaine jusqu'en Floride. La traversée

de l'Atlantique se justifie donc dans le cadre de ces essais préliminaires.

Le skipper du Formule TAG, Mike Birch, est un vétéran des courses transatlantiques. Excellent marin et tacticien, il s'est assuré la deuxième place du classement général 1983 du Championnat du monde des coureurs.

Avec son équipage composé des canadiens, Gérard Roufs, de Montréal, Réjean Desgagnés, de Québec, John Osborne, de Toronto, et du résident de Marblehead, Massachusetts, Philip Stegall, Birch profitera de cette traversée pour tenter de battre le record de l'Atlantique.

Le présent record est détenu par le François Patrick Morvan depuis le 15 avril 1984 sur Jet Services. C'est la troisième fois en 4 ans que ce record est battu pour une traversée de l'Atlantique.

Auparavant, ce record est demeuré imbattu pendant 75 ans depuis que la goélette Atlantic de Charlie

Barr a enregistré un temps record de 12 jours, 4 heures et 19 minutes.

« La goélette a marqué une étape il y a 75 ans. Formule TAG représente une innovation technologique pour son constructeur le Groupe TAG (Techniques d'Avant-garde) », explique Birch.

« Il a des réflexes incroyables pour un bateau de ces dimensions, résultat de l'intégration de Kevlar et de fibres de carbone dans une texture d'alvéoles pour la solidité. Malgré cela, le bateau ne pèse que 9.6 tonnes. »

La Formule TAG, construit en 1983, est considéré par les experts de la voile comme un chef-d'oeuvre de réalisation. Il est un des plus longs catamarans en existence avec ses 80 pieds de long, et l'un des plus larges avec son maître-bau de 41 pieds 6 pouces. Son mât de 87 pieds fait la hauteur d'un édifice de 8 étages et sa surface de voile fait 6,000 pieds carrés.

De plus, les fédérations dont le budget est composé d'au moins 50 pour cent de contributions du gouvernement fédéral devront faire des efforts et présenter un programme de francisation d'ici trois mois au plus tard.

D'ailleurs, dans son rapport (1983), le commissaire aux langues officielles, M. Max Yalden, n'était pas tendre à l'endroit du ministère d'État.

« Pour sa part, écrivait-il, Condition physique et Sport amateur ne méritent certainement pas de médailles pour sa performance linguistique cette année. »

Le commissaire soulignait ensuite que le ministère avait finalement mis au point un programme de langues officielles. « Il ne semble pas, toutefois, pressé de le mettre en oeuvre. »

Les propos qu'a tenus le ministre Olivier, hier, répareront sans doute à l'avenir cette impression d'indifférence.

HOCKEY

**Ligue Nationale**

**Éliminatoires**

(Demi-finales 4 de 7)

Mardi, 24 avril

Montréal 3, Islanders 0

Edmonton 7, Minnesota 1

Jeudi, 26 avril

Montréal 4, Islanders 2

Edmonton 4, Minnesota 3

Samedi, 28 avril

Islanders 5, Montréal 2

Edmonton 8, Minnesota 5

**Aujourd'hui**

Montréal à Islanders NY

Edmonton au Minnesota

Jeudi, 3 mai

Islanders NY à Montréal

Minnesota à Edmonton

(si nécessaire)

Samedi, 5 mai

(si nécessaire)

Montréal à Islanders NY

Dimanche, 6 mai

(si nécessaire)

Edmonton au Minnesota

Mardi, 8 mai

(si nécessaire)

Islanders NY à Montréal

Minnesota à Edmonton

**Les meneurs**

(Parties d'hier non comprises)

Gretzky, Edm.	9	18	27
Messier, Edm.	5	16	21
Kurri, Edm.	12	8	20
Coffey, Edm.	6	12	18
Reinhart, Cal.	6	11	17
Bellows, Min.	2	12	14
MacInnis, Cal.	2	12	14
McDonald, Cal.	6	7	13
Nastund, Mon	6	7	13
Anderson, Edm.	5	8	13
Maxwell, Min.	2	10	12

**Ligue Majeure du Québec**

(Demi-finales 4 de 7)

Mardi, 17 avril

Laval 8, Drummondville 4

(Laval gagne 4-0)

Longueuil 4, Verdun 3

(Longueuil gagne 4-2)

Dimanche

Montréal 6, St-Louis 2

Cinci. 8-7, S. Francisco 1-3

New York 6, Philadelphie 2

Chicago 2, Pittsburgh 1

L. Angeles 6, S. Diego 0

Houston 8, Atlanta 5

Mercredi, 25 avril

Longueuil 7, Laval 4

Lundi

Laval 4, Longueuil 3

(Laval mène la série, 2-1)

**Aujourd'hui**

Laval à Longueuil

Vendredi

Longueuil à Laval

**Les meneurs**

Lemieux, Laval	21	19	40
Rouleau, Lon.	8	19	27
Pellegrino, Lon.	10	15	25
Ruggies, Lon.	9	15	24
Bourgeois, Lon.	13	9	22
Hamilton, Ver.	12	9	22
Lemieux, Ver.	8	12	20
Mercuri, Lon.	7	12	19
Iammatteo, Lon.	7	12	19

**COUPE STANLEY**

Série "I"

MONTRÉAL	6	4	2	20	13	8
QUÉBEC	6	2	4	13	20	4

Série "J"

NEW YORK	5	4	1	20	13	8
WASHINGTON	5	1	4	13	20	2

Série "K"

MINNESOTA	7	4	3	19	16	8
ST-LOUIS	7	3	4	16	19	6

Série "L"

EDMONTON	7	4	3	33	27	8
CALGARY	7	3	4	27	33	6

Série "M"

MONTRÉAL	3	2	1	9	7	4
NEW YORK	3	1	2	7	9	2

Série "N"

EDMONTON	3	3	0	19	9	6
MINNESOTA	3	0	3	9	19	0

Fryar, le premier choix de la NFL

NEW YORK (AP) — Déjà sous contrat pour une somme de \$ 2.6 millions, le rapide flaqueur de l'Université du Nebraska, Irving Fryar, est devenu officiellement hier le premier choix au repêchage de la Ligue nationale de football lorsqu'il a été sélectionné par les Patriots de la Nouvelle-Angleterre.

L'emphase au cours

de la première ronde a cependant été mise sur la défensive.

Comme le meilleurs quart-arrière et demi-arrière disponibles, Steve Young, de Brigham Young, et Mike Rozier, de Nebraska, avaient déjà été optés pour la USFL, 13 des 16 premiers choix ont été des joueurs défensifs et six d'entre eux, des joueurs de ligne.

En tout, 17 des 28 choix de première ronde et les huit premiers de la seconde ronde, soit 25 des 36 premiers sélectionnés, ont été des joueurs défensifs.

Aucun quart-arrière n'a été choisi en première ronde pour la première fois depuis 1974. Le premier porteur de

ballon a été choisi au 26e rang, quand les Bills de Buffalo ont sélectionné Greg Bell, de Notre-Dame, qui a raté la plupart des matches des deux dernières années à cause de blessures.

Boomer Esiason, de Maryland, a été le premier quart-arrière repêché, par les Bengals de Cincinnati, qui en ont fait le 10e choix de la deuxième ronde.

Après la sélection de Fryar, qui a dit préférer la Ligue nationale « à cause du prestige et de la sécurité », les Oilers de Houston ont repêché son coéquipier de Nebraska, le garde Dean Steinkuhler, qui a également déjà signé son contrat.

**BASEBALL**

**Ligue Nationale**

Samedi

St. Louis 6, Montréal 1

Atlanta 5, Houston 3

New York 4, Philadelphie 3

Cincinnati 7, S. Francisco 6

Chicago 7, Pittsburgh 1

S. Diego 5, L. Angeles 1

Dimanche

Montréal 6, St-Louis 2

Cinci. 8-7, S. Francisco 1-3

New York 6, Philadelphie 2

Chicago 2, Pittsburgh 1

L. Angeles 6, S. Diego 0

Houston 8, Atlanta 5

Mercredi

Montréal à Philadelphie

L. Angeles à S. Francisco

San Diego à Atlanta

Sn Diego à New York

St. Louis à Pittsburgh

Houston à Cincinnati

**Ligue Américaine**

Samedi

Toronto 6, Kansas City 0

Detroit 6, Cleveland 2

Milwaukee 8, New York 0

Baltimore 6, Texas 1

Boston 8, Chicago 7

Californie 10, Seattle 1

Oakland 7, Minnesota 0

Dimanche

Detroit 6, Cleveland 1

New York 6, Milwaukee 5

Baltimore 3, Texas 2

Chicago 6, Boston 4

Minne. 5-0, Oakland 2-3

Seattle 9, Californie 6

Toronto à Kansas City (remis)

Lundi

Chicago 5, New York 3

Baltimore 6, Cleveland 3

Californie 8, Seattle 1

Texas à Toronto (remis)

Hier

Texas à Toronto

Boston à Detroit

Cleveland à Baltimore

New York à Chicago

Kansas City à Milwaukee

Oakland en Californie

Minnesota à Seattle

Mercredi

Texas à Toronto

Cleveland à Baltimore

Boston à Detroit

New York à Chicago

Kansas City à Milwaukee

Oakland en Californie

Minnesota à Seattle

**BASEBALL**

**LIGUE NATIONALE**

Section Est	g	p	moy.	diff.
CHICAGO	12	8	.600	—
NEW YORK	12	8	.600	—
PHILADELPHIE	11	9	.550	1
MONTRÉAL	12	10	.545	1
ST. LOUIS	11	12	.478	2½
PITTSBURGH	7	13	.350	5
Section Ouest	g	p	moy.	diff.
LOS ANGELES	17	8	.680	—
SAN DIEGO	15	8	.652	1
CINCINNATI	10	13	.435	6
ATLANTA	9	12	.429	6
HOUSTON	8	14	.364	7½
SAN FRANCISCO	7	16	.304	8½

**LIGUE AMÉRICAINE**

Section Est	g	p	moy.	diff.
DETROIT	18	2	.900	—
TORONTO	13	9	.591	6
CLEVELAND	10	9	.526	7½
MILWAUKEE	9	11	.450	9
BALTIMORE	10	13	.435	9½
BOSTON	9	13	.409	10
NEW YORK	8	13	.381	10½
Section Ouest	g	p	moy.	diff.
OAKLAND	14	10	.583	—
CALIFORNIE	15	11	.577	½
SEATTLE	12	11	.522	1½
MINNESOTA	11	13	.458	3
KANSAS CITY	8	11	.421	3½
CHICAGO	8	13	.381	4½
TEXAS	8	14	.364	5

EN BREF...

- Boycottage ou non-participation**  
HAMBURG (AFP, AP) — Établissant une nuance entre le boycottage et la non-participation, le ministre soviétique des Sports et président du Comité national olympique de l'URSS, M. Marat Gramov, a laissé entendre dans une interview à l'hebdomadaire ouest-allemand Stern que son pays pourrait ne pas participer aux Jeux olympiques de Los Angeles. La décision sur une participation des athlètes soviétiques doit être prise fin mai par le Comité soviétique, a rappelé M. Gramov. « Nous n'avons jamais boycotté », a déclaré le ministre. « Je vois une grande différence entre le boycottage et la non-participation », a-t-il ajouté. « Le boycottage est une décision politique. La question de la participation à Los Angeles n'a pas, pour nous, une dimension politique », a souligné M. Gramov. À la question de savoir quelle serait la décision soviétique si elle devait être prise aujourd'hui, M. Gramov a déclaré: « Je vois des nuages au-dessus de Los Angeles même si l'on prétend qu'il ne pleut jamais en Californie. » Il a reproché à l'organisation américaine Ban the Soviet Union, qui réclame l'interdiction des Soviétiques à Los Angeles d'avoir aussi préparé 500 appartements dans la ville pour convaincre les athlètes soviétiques à demander l'asile politique aux États-Unis.
- L'enquête est en marche**  
QUÉBEC (PC) — Les noms des six membres du comité formé pour étudier le fonctionnement de la boxe professionnelle et du kick-boxing au Québec ont été annoncés hier par le juge Raymond Bernier, président du comité. Le groupe de travail comprend, outre le juge Bernier, M. Mario Latraverse, du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal; M. J. Albert Rivard, de la Gendarmerie royale du Canada; M. Jacques Cloutier, de la Sûreté du Québec; M. Robert Turpin, de la CECO; Me Claude Gagnon, du ministère de la Justice et M. Arthur Lessard, vice-président de la Régie de la sécurité dans les sports (RSSQ). Le juge Bernier a rappelé que le comité, créé le 6 avril par le ministre de la Justice, M. Pierre-Marc Johnson, devra présenter son rapport au plus tard le 31 décembre.
- Les standards à battre: 2 h 17 et 2 h 45**  
OTTAWA (PC) — S'ils battent les standards olympiques, les deux premiers Canadiens et les deux premières Canadiennes à franchir le fil d'arrivée du marathon d'Ottawa du 13 mai seront automatiquement qualifiés pour les Jeux olympiques de Los Angeles. Ces standards sont de 2 h 17 pour les hommes et 2 h 45 pour les femmes. La détente du record canadien (deux heures, 29 minutes et 27 secondes), Jacqueline Gareau, de Montréal, a déjà fait savoir qu'elle ne forcera pas la note à Ottawa, jugeant la compétition trop rapprochée de celle de Los Angeles. Pour être écartée de l'équipe, Gareau devra être dépassée par trois femmes réussissant des chronos supérieurs à celles de 2:31.57 qu'elle a réussi cette année, à Los Angeles. Parmi les femmes qui ont des chances de se qualifier, signalons Lisanne Bussièrre, de Québec, qui a déjà signé un temps de 2:36.05, la meilleure après Gareau, et les jumelles Patricia et Sylvianne Poutous, de Montréal, dont le meilleur temps à vie est de 2:42.53 chacune.
- Victoire de Noah**  
RABAT, Maroc (AFP) — Le Français Yannick Noah a remporté hier le tournoi hors-concours de Rabat, au Maroc. Il a disposé de l'Espagnol Jose Higueras à l'issue de manches de 6-7, 6-4 et 6-1. Par ailleurs, la deuxième tête de série du tournoi de Johannesburg, l'Américain Andrea Jaeger, a surclassé sa compatriote Julie Salmon 6-1, 6-0 lors d'un match de première ronde. La tête de série numéro un, Chris Evert-Lloyd, était inactive.
- Championnats de water-polo**  
(PC) — Un total de 15 équipes, dont huit masculines, venant de cinq provinces canadiennes, prendront part aux Championnats canadiens juniors de water-polo qui seront présentés en fin de semaine au Centre Claude-Robillard, à Montréal. Le Québec sera représenté par trois formations masculines: CAMO (Montréal), Laval et Sainte-Foy; et quatre féminines CAMO, Hull, Sainte-Foy et Sainte-Hyacinthe. Le Québec demeure toujours la meque du water-polo au pays et si le club de Sainte-Foy domine la scène chez les seniors, le club CAMO, qui sera l'hôte des Championnats pour la première fois de son histoire, est favori pour remporter les deux titres juniors une troisième année consécutive, ce qui constituerait une première nationale.